

Interview de Paul Collowald: le développement de la politique d'information de la Commission (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:15:18, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_le_developpement_de_la_politique_d_information_de_la_commission_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-ec11d5a9-ec4d-4d36-88e1-809d54bf067e.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: le développement de la politique d'information de la Commission (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Étienne Deschamps] Comment la Commission européenne a-t-elle progressivement développé sa politique d'information?

[Paul Collowald] Les moyens d'information de la Commission, pour le rappeler très, très rapidement, ont été au début trois services du porte-parole de la C.E.C.A., d'Euratom et du Marché commun, plus un service commun. Il y en avait quatre. Il y a eu fusion, il n'y avait plus qu'un groupe du porte-parole puisqu'il n'y avait plus qu'un exécutif dans le vocabulaire de l'époque et une direction générale de l'information. Le service, le porte-parole, son travail c'était la presse accréditée à Bruxelles mais alors quid, qu'est-ce qui se passait dans nos différents pays? Donc, il a fallu réfléchir à une forme de décentralisation et progressivement, c'est une assez longue histoire, progressivement dans chaque capitale on a créé un bureau de presse et d'information de la Commission.

Au début, ces bureaux étaient à la disposition à la fois du public, des journalistes, des professeurs, des étudiants, progressivement s'est constitué un minimum de documentation et les premiers mémoires, premières thèses, je me souviens ont pu puiser dans les premières documentations de certains de nos bureaux dans les capitales. Et puis, tout ça a pris de la consistance et il a fallu réfléchir entre cette dialectique, j'allais dire, du centre et de la périphérie. Parce que chaque jour à Bruxelles il y avait la rencontre avec la presse accréditée et il fallait trouver un système pour informer les bureaux. Et pour compléter un peu ce dispositif en dehors des bureaux de presse et d'information dans les capitales des six pays ensuite, selon l'élargissement, des autres pays. Il y avait aussi au sein des délégations car dans les grands pays du monde la Commission avait une délégation à compétence plutôt commerciale, économique. Ce qui est devenu progressivement une sorte d'ambassade et bien entendu à Washington, à Tokyo, enfin progressivement au Canada aussi. Et à ce moment-là, au sein de ce dispositif, vous aviez, j'allais dire, une sorte de conseiller commercial, mais dans les grandes délégations il y avait un bureau, une sorte d'antenne, presse et information, qui dépendait du directeur de l'information que j'étais à l'époque.

Donc, j'avais un réseau à la fois au sein de la Communauté et aussi le dispositif vis-à-vis des pays tiers. Alors, évidemment, il fallait moduler ce qui partait de Bruxelles et envoyer des informations qui pouvaient être intéressantes pour tel pays de la Communauté d'une part et des pays tiers d'autre part. Et c'est ainsi qu'on a construit progressivement des possibilités sous le signe de la décentralisation et selon les bureaux parce que dans chaque pays les besoins étaient un peu différents et au sein des différents bureaux de presse et d'information, selon le recrutement, il y avait plutôt des journalistes, pas de journalistes. Donc eux-mêmes avaient plus de rapports avec la presse que d'autres. Mais en gros le dispositif fonctionnait d'une manière assez homogène. Sauf évidemment que la diversification de ce qu'on pouvait envoyer à Washington et à Tokyo, bien, ce n'est pas ce qu'on envoyait à Paris ou à Bonn ou à Rome. Mais cela nécessitait au départ, c'est-à-dire à Bruxelles, un travail à la fois de bonne connaissance. «Qu'est-ce qui se passe et qu'est-ce qu'on va dire à nos collègues?» Et j'ai progressivement mis au point un système qui était basé sur deux choses, je dirais, je n'ai jamais déposé de brevet, mais la première c'est que j'ai demandé à Emile Noël, le secrétaire général de la Commission, de pouvoir assister comme porte-parole adjoint aux réunions de cabinet, des cabinets de tous les commissaires qui se réunissaient le lundi après-midi pour préparer la réunion de mercredi. Parce que les commissaires qui siégeaient comme un gouvernement. Le gouvernement belge siège le vendredi, les Français je crois le mercredi, la Commission siégeait tous les mercredis. Donc, en amont le lundi après-midi, réunion de tous les chefs de cabinet des commissaires. Et moi j'étais là. Et évidemment, il y avait l'ordre du jour et la présomption des décisions qui seraient prises le mercredi. Donc je pouvais étudier les dossiers, m'entretenir avec les chefs de cabinet et avoir la sécurité de l'information et puis le côté «qu'est-ce qui va bouger? Attention, c'est délicat!» Et alors j'avais demandé, Emile Noël m'a dit: «Ben oui, au fond c'est une bonne idée.»

Ça c'était donc une première partie qui s'est concrétisée progressivement par quelque chose qui est, à l'époque était devenu célèbre et personne ne connaît plus cette chose, on appelait ça le télex du mardi. Le télex du mardi c'était, et ma secrétaire le savait, tous les mardis matin je dictais pour tous les bureaux un télex pour leur dire: «Voilà ce que la Commission a décidé, voilà les points délicats.» Et ça allait jusqu'à

Washington, à Tokyo, avec évidemment des modulations un peu différentes. Et c'est ainsi que progressivement nos collègues se sont dits: «Mais c'est formidable, on est dans le coup.» C'est agréable pour un fonctionnaire de la Commission qui se trouve dans une capitale au bout du monde qu'il rencontre des ministres, des fonctionnaires, des journalistes, de dire: «Et bien, écoutez, tiens je signale que mercredi la Commission... Bon, très bien.»

L'autre versant de mes initiatives c'était que dans chacun des bureaux, je devais progressivement trouver une espèce de partenaire privilégié qui serait la personne qui pouvait aussi nous signaler: «Ben en France, attention, là il se passe des drôles de choses. Donne-moi des arguments pour que je puisse argumenter avec “Le Figaro”, “Le Monde” et tout ça.» avec, parenthèses, petits problèmes délicats, c'est que dans certains pays les accrédités étant là, les journaux étaient représentés, mais en France pendant très longtemps nous n'avions que quatre ou cinq correspondants. Les Allemands à cette époque en avaient plutôt vingt-cinq. Bon, donc là aussi, il ne fallait pas vexer les accrédités qui auraient eu l'impression qu'on leur fait des trucs pas réguliers sans qu'ils ne le sachent avec leur rédaction à Francfort, à Düsseldorf ou ailleurs.

Donc, c'était d'un maniement délicat et on a marché comme ça pendant un certain temps ce qui fait qu'avec cette expérience que j'ai eue des besoins du terrain, lorsqu'en 78, parce que c'était prévu en 78, les élections au suffrage universel ont déboulé dans l'actualité, finalement elles se sont faites en 79 ces élections, j'avais réfléchi à ceci et c'était extrêmement simple. Les citoyens européens, les citoyennes européennes vont aller pour la première fois aux urnes. Bon, on va élire un député mais d'abord, c'est d'ailleurs toujours le cas en France par exemple et ailleurs, c'est une liste nationale, donc il n'y avait pas le contact direct comme d'autres dimensions régionales, nationales d'autres élections. Ça c'était une première difficulté mais au moins «L'Europe c'est quoi? Ca existe? Pourquoi? Est-ce que c'est utile? Et est-ce que je suis concerné, moi?» Concerné, mais également en Aquitaine, en Alsace ou à Milan, à Düsseldorf? Bon, alors je me suis dit: «Je vais faire une expérience pilote.» Je vais commencer par mes compatriotes parce que c'est le plus difficile. C'est le plus difficile parce que la DATAR qui était en charge de l'aménagement du territoire et les autorités préfectorales à travers les régions françaises faisaient de grandes difficultés pour la diffusion des informations sur, ce qu'on appelle, les fonds structurels, régionaux, agricoles, les fonds sociaux, qui, au fond, représentent quand même quelque chose de concret. Alors, j'étais arrivé à cette idée. Les élections directes, les citoyens mais, voyons, l'Europe, mais oui, je les rencontrais là, là, parce qu'il y a des initiatives. Mais il fallait le prouver. Et là je me suis aperçu que je menais une bataille sur deux fronts. Le front intérieur, je devais persuader mes collègues des autres directions générales qui étaient un peu le coude sur les secrets, des affaires, etc., des prétextes un petit peu. J'ai dû les convaincre mais que nous étions là à la disposition des citoyens européens et que leur travail serait valorisant et valorisé si on pouvait en parler aux citoyens européens. On allait aux premières élections. Bon alors j'ai dû dégeler cela et vers l'extérieur évidemment trouver une solution pratique pour associer les bureaux. Alors là, j'ai associé le bureau de Paris, l'un de mes collègues est venu passer quelques jours à Bruxelles. Il a collecté dans les différentes directions générales et nous avons repris les découpages français des 22 régions et pour chaque région nous avons fait une sorte de dépliant, modeste, je crois qu'on avait tiré ça à la Ronéo même. Un dépliant qui disait: «Voilà, région Aquitaine, région Alsace, région Lorraine, voilà ce qu'on fait. La direction générale machin, l'agriculture, le fond social.» C'était d'une simplicité biblique. Il n'y avait pas besoin de consulter un cabinet de spécialistes pour trouver ça. C'était l'œuf de Christophe Colomb. Alors, on a marché comme ça et entretemps j'ai appris qu'au fil des années chaque région, désormais, a une brochure extrêmement détaillée et presque luxueuse avec quelque fois une préface, non seulement du président de la Commission du jour à Bruxelles, mais également des responsables régionaux dans un Land. En Espagne on avait même une édition pour Madrid et le reste de l'Espagne mais en Catalogne il y avait l'espagnol, enfin, de Madrid et le catalan.

Donc, la diversification que nous avons amorcée à cette époque, moi, j'ai eu le plaisir ensuite de voir que ça a été développé. Mais là, nous étions dans une action de pionniers parce qu'il a fallu inventer à l'occasion des élections directes, en pensant aux citoyens, à l'Europe ça existe mais comment et où? Doit porter des réponses élémentaires. Alors, je dirais que c'était une manière de balbutier l'information régionalisée, décentralisée et qu'en définitive au fil des années on a eu un certain nombre de résultats mais qui me font penser, je crois qu'un jour je l'ai suggéré dans une réunion, toute entreprise humaine cherche à un moment donné un logo, un sigle. Alors, on fait un tour de table. Ah, j'ai dit: «Écoutez, moi je propose le rocher de Sisyphe. Ah bon, ben, comment?» Ah, j'ai dit: «Écoutez, là il y a des caricaturistes, des dessinateurs. Moi, je

propose le rocher de Sisyphe, où d'une part d'une main vous remontez chaque matin le rocher de Sisyphe et de l'autre vous trempez votre croissant dans votre petit déjeuner. Chaque matin il faut recommencer, recommencer parce que les générations se succèdent et puis tel jour Monsieur Dupont ou Madame Durant n'a pas lu les journaux, ils sont rentrés fatigués, c'est le travail mais tout ça est normal. Et chaque fois on rencontre des gens au cours d'un dîner en ville ou dans un train ou dans un bus vous entendez "Mais l'Europe c'est quoi? Il n'y a aucune information sur l'Europe." Ah bon.» Et donc, ce qui fait que je continue encore aujourd'hui à me battre, ce sont des gouttes d'eau, pour approcher le citoyen, lui expliquer «L'Europe c'est quoi, pourquoi?» Alors là, j'ai une chance immense, c'est qu'ayant été journaliste, ayant été porte-parole dans des conditions chaque fois, deux fois sept ans, avec Robert Marjolin ensuite Raymond Barre, je connais admirablement les dossiers. Mais en même temps j'ai approché les fondateurs, Robert Schuman, Jean Monnet. Donc je peux répondre en disant aux gens: «Mais vous êtes concernés dans tel secteur. Les profs, les sages-femmes, les experts comptables, vous allez voir ce qui va arriver.» Bon, ça les intéresse, ils sont concernés. Mais à un moment donné très souvent on me dit: «Oui mais, au fond, mais vous avez l'air de connaître les choses. Ça a commencé comment? Et pourquoi? Mais comment ça peut fonctionner?» Et à ce moment-là, je tiens les deux bouts de la chaîne et j'ai été frappé, là aussi c'est d'une grande simplicité. Les gens il ne faut pas seulement dire... ahhh... l'institutionnel ça ne les intéresse pas, ça les ennue, ça les embête. Il ne faut pas leur parler d'institutionnel. Il faut leur dire: «Voilà, vous êtes expert comptable, vous êtes prof, vous êtes médecin, vous êtes avocat.» Bien sûr, c'est la vie quotidienne mais à un moment donné il faut, premièrement il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles, deuxièmement ils pensent aussi à autre chose. Moi je sais que dans certains cas on dit: «Il faut faire rêver.» Il faut faire rêver les jeunes – il ne faut pas les tromper, il ne faut pas les manipuler. Mais, en effet, dans ma jeunesse nous avons rêvé après la guerre «Comment faire la paix? Comment la construire?» Ben, finalement, c'était une sorte d'utopie, un idéal. Et ben, nous avons quand même réussi à faire bouger les choses. Sinon on ne serait pas en train de parler aujourd'hui de la convention, de ce qui va arriver sur l'avenir de l'Europe avec l'élargissement.